

CONFLIT ENTRE LES ENTREPRENEURS  
ET LA WILAYA DE SIKKDA

L'UGEA appelle au dialogue

*Retard dans le paiement des entreprises ayant finalisé leurs travaux, obligation faite souvent à ces dernières d'achever les projets lancés hâtivement, sans qu'il y ait établissement des documents nécessaires tels l'ODS et la situation des travaux, inadaptation des études avec la réalité du terrain, prix administrés appliqués par les pouvoirs publics, plus particulièrement ceux de l'OPGI, fermeture des portes du dialogue, deux poids, deux mesures des instances nationales à travers les facilités accordées aux entreprises étrangères sont les principales préoccupations soulevées par l'UGEA.*

Lors d'une conférence de presse improvisée à la hâte, jeudi dernier, à l'hôtel Essalem, ces points ont été soulevés. Comme de coutume, c'est l'éternel conflit qui revient sur la scène locale, l'union n'appréciant pas que les autorités locales déclarent que les entreprises de Skikda sont inexistantes. «Les marchés juteux sont confiés aux proches, alors que ceux lancés à la hâte sont confiés à des entrepreneurs de Skikda, et dans le cas de refus de ces derniers, on dit qu'ils sont inexistants et pas bosseurs.» C'est en ces termes que le représentant de l'UGEA de Skikda, Rabah Maâtallah, résume la situation. Le conférencier lève l'équivoque en écartant toute idée régionaliste : «Nous ne sommes pas contre la venue des entreprises hors wilaya, mais qu'elles soient seulement à caractère complémentaire. Ce n'est pas normal de confier des travaux de réfection de trottoirs ou de simples façades d'immeubles à repeindre de la cité des Allées du 20-Août à des entreprises de Mila !» Le représentant de la section enchaîne : «Pourtant, c'est une commission constituée de plusieurs parties prenantes, dont l'Union, ayant un lien très étroit avec le secteur du bâtiment qui délivre les certificats de qualification, de l'échelle 1 jusqu'à 4. Comment se fait-il



Le code des marchés remis en question.

que les responsables locaux nient notre présence sur terrain ?» Le deal pas encore établi entre l'administration et l'union pénalise au plus haut point l'économie locale. L'Union générale des entrepreneurs algériens est forte de 1 200 entreprises recensées sur le territoire de la wilaya. Par ailleurs, le nombre de logements dans les différentes formules, les établissements scolaires et autres infrastructures administratives et publiques, construits dans les régions reculées durant la période où le terrorisme battait son plein, est un argument souvent réitéré en guise d'implication effective des entrepreneurs locaux dans le développement local.

Au sujet de la non-attribution par les autorités de wilaya des 500 logements LSP, programme 2007, l'UGEA n'est pas contre la condition sine qua non avancée par l'administration de construire des logements sociaux. «On n'est pas contre le social, on veut travailler avec l'OPGI pourvu que les portes du dialogue soient ouvertes et les prix révisés», disent en chœur les entrepreneurs. D'autre part, il est relevé que la

plupart des projets en cours présente des défaillances techniques. «Il est du ressort des organismes de contrôle de veiller à ce que les normes de construction soient respectées», recommande le représentant de l'UGEA. Sur le plan national, il est tiré à boulets rouges sur le code des marchés dont certains chapitres sont en défaveur de l'essor de l'entreprise algérienne. Parmi eux, l'UGEA cite les 5% appliqués comme cautionnement de retenue de garantie et le 1% comme droit à la soumission.

Des charges qui sont tardivement remboursées, souvent après une année, aux entreprises perdantes à l'issue des soumissions. Fidèle à ses principes, l'UGEA revient à la charge au sujet des entreprises étrangères. «On ne décèle aucun transfert technologique, de savoir-faire et de haute technicité dans leurs approches de travail, malgré les avantages fiscaux et parafiscaux qui leur ont été accordés. La réalité du terrain a prouvé le contraire. Un deux poids, deux mesures qui pénalise l'entreprise algérienne.»

Zaïd Zoheir

Photo : DR

GESTION DE LA COLLECTIVITÉ DE GUELMA

Une commission d'enquête à pied d'œuvre

*Une commission d'enquête, relevant de l'inspection de la wilaya de Guelma, est à pied d'œuvre depuis une semaine pour la vérification de la gestion de la collectivité.*

Les élus de la commune de Guelma-ville, une commune de 23 membres (6 FLN, 4 MSP, 3 RND, 3 Nahda et Islah, 3 PT, 2 FNA et 2 RCD), du moins ceux qui s'opposent à l'actuel P/APC FLN, Rachid Allami, ont tous tenu à porter à la connaissance de la commission d'enquête de

la wilaya leur exclusion de la gestion de la commune, les «intimidations, les brimades et les injustices» qu'ils ont eu à subir dans l'exercice de leurs fonctions. Une inspection inopinée d'une commission d'enquête administrative, qui toucherait principalement, à en croire des

sources bien informées, tous les aspects liés aux finances et au budget de la commune du chef-lieu de wilaya et pour faire toute la lumière sur le sujet de la gestion communale sera effectuée. «L'absence de dialogue, le mépris affiché à l'endroit des autres élus, la marginalisation des membres de l'exécutif communal et les manipulations opérées par les premiers vice-prési-

dents de l'APC signent l'incurie, le laxisme complice et l'irresponsabilité du P/APC, plus préoccupé par sa survie que par le devenir et la stabilité de l'APC de Guelma-ville», nous dira un élu.

En attendant le résultat de la commission de la wilaya qui n'a pas encore tout contrôlé, des mesures s'imposent.

B. A.

ÉMEUTES À BOUMERDÈS

Les emplois de la discorde aux Issers

*Des émeutes ont éclaté pour moins que ça. Dans un climat social incertain, des responsables dans certaines localités de la wilaya de Boumerdès rivalisent de propositions pour aider les jeunes administrés à trouver du travail.*

D'autres par contre font une lecture clientéliste de la répartition des postes d'emplois et jouent avec le feu. Indignés, des jeunes des Issers dénoncent ce qu'ils considèrent comme une falsification des résultats du concours de recrutement aux postes de travail dans les services techniques communaux. Documents en mains, les protestataires fustigent leur président communal. Décidément, cette APC revient

souvent dans l'actualité régionale, mais à cause de moins bonnes informations. «Des listes des résultats du concours pour le recrutement dans plusieurs filières ont été affichées. Je vous cite mon cas. Mon nom était en tête de liste pour laquelle j'ai concouru. Quelques jours plus tard, ces listes ont été arrachées. Puis d'autres ont été placardées. Il y a eu un chamboulement. Ce sont les proches du P/APC qui se voient propulsés aux premières loges.

Pour revenir à mon cas qui n'est pas unique, je suis déclassé», révèle B. B. qui nous a remis un écrit cosigné par deux témoins. Sur la liste contestée, la note avoisine désormais les 20/20. Il est également parmi les heureux élus au recrutement. Au téléphone, le directeur du CFPA de Dellys,

qui est le co-organisateur du concours, dément toute manipulation des résultats. De son côté, le P/APC confirme implicitement l'existence d'autres listes mais tente de nier la manipulation. «Effectivement, de fausses listes ont été affichées», dit-il au téléphone. Par ailleurs, il affirme que les listes définitives sont celles arrêtées en collaboration avec le CFPA et qui ont été rendues publiques.

Paradoxalement, le P/APC n'est pas en mesure d'identifier l'auteur ou les auteurs de cet affichage sauvage. De son côté, l'inspection de la fonction publique, qui reste à l'écoute des protestataires ayant introduit des recours, s'apprête, selon nos informations, à annuler ce concours.

Abachi L.

TIZI-OUZOU

Une pétition pour la réorganisation du marché hebdomadaire d'Azeffoun

De l'avis général, la réorganisation du marché hebdomadaire de la ville d'Azeffoun s'impose comme une urgence à laquelle les autorités locales, notamment le P/APC, doivent faire face. De jour en jour à Azeffoun, l'on recense la listes des désagréments causés chaque jeudi, jour de son installation. Pourtant, le P/APC, lors de son premier mandat, avait révélé l'existence d'un nouveau cahier des charges régulant son installation hebdomadaire. Eu égard à la dernière pétition déposée auprès de la municipalité par les habitants de la ville, dont la principale doléance tourne autour des ennuis générés chaque semaine au centre-ville, apparemment son application fait encore défaut.

Un état qui pousse les citoyens à demander sa réorganisation pour éviter les blocages systématiques des artères.

Cet état de fait, attestent-ils, crée des antécédents insupportables comme les entraves rencontrées par les services de la Protection civile dans l'exercice de leur fonction.

L'obstruction de leur passage est inévitable comme ce fut le cas dernièrement alors que ces derniers étaient appelés en urgence pour évacuer un malade vers l'hôpital situé à quelques centaines de mètres sur les hauteurs de la ville. C'est le cas, par ailleurs, des particuliers qui veulent se rendre à l'hôpital ou aux villages situés sur les hauteurs. Il faut dire que l'affluence des commerçants est telle que tous les trottoirs sont occupés jusqu'à une bonne partie de la chaussée. Pour les habitants, ce problème a été signalé à maintes reprises aux autorités concernées qui doivent prendre des mesures pour éviter une anarchie galopante qui ne travaille ni pour le commerce de la localité et encore moins pour la quiétude de ses habitants.

F. B.

BLIDA

Le chef de bureau d'InfoSoir poursuivi en justice par une association musicale

De sources proches du dossier, nous avons appris que le chef de bureau d'InfoSoir à Blida, A. Mekfouldji, est poursuivi en justice par l'association musicale El Motriba de Blida. Le procès aura lieu, apprend-on, le 26 novembre prochain au tribunal d'Alger. Le bureau de cette association a jugé diffamatoire un article paru dans l'édition du 21

octobre dernier. L'article «incriminé» parle d'une «plainte déposée au niveau du tribunal de Blida par des membres d'El Motriba contre d'autres membres de la même association» et cite les griefs ayant motivé cette plainte dont il détient, nous dira notre confrère, une copie. «Je n'ai fait que reproduire des éléments contenus dans la plainte, laquelle se trouve au niveau du parquet de Blida», nous fera savoir le chef de bureau.

Cette parution fera l'objet, six jours après, d'une mise au point dans laquelle le bureau d'El Motriba met en relief «la gravité de cette accusation» qui, selon eux, constitue un «délict». Elle ne tardera pas à être suivie d'une action en justice contre le journal. L'affaire a fait le tour de Blida et le monde artistique de cette ville se désole de cet incident.

Il appelle les uns et les autres à œuvrer pour une réconciliation afin que l'art dans la ville des Roses ne soit pas souillé à cause de «querelles» entre membres d'une même association dont le véritable but, en principe, est de promouvoir la culture algérienne dans sa dimension la plus noble. Ne dit-on pas que la musique adoucit les mœurs ?

M. B.